

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/DREAL/DSG du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 octobre 2025 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 006410 relatif au projet **de construction d'une concession automobile à Lannion (22)**, déposé par la SCI LUCIEN VIDIE, reçu et considéré complet le 30 septembre 2025 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 41° Aires de stationnements, dépôts de véhicules et garages collectifs » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- de construction d'un bâtiment de 1 127 m² d'emprise au sol ;
- de création d'une surface de plancher de 1 195 m² ;
- d'aménagement d'une aire de stationnement sur une surface de 4 547 m² ;
- sur un terrain d'assiette de 7 000 m² ;

Considérant la localisation de ce projet :

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

- au sein d'une dent creuse dans la zone d'activités du Cruguil ;
- sur un terrain enherbé occupé par un alignement d'arbres et d'arbustes sur un linéaire de 25 mètres, un bosquet d'une surface de 630 m² et deux chênes ;

Considérant que :

- la destruction partielle du bosquet, des chênes et de l'alignement d'arbres et d'arbustes ne constitue pas une incidence dite « notable » au sens de l'évaluation environnementale, du fait de la surface considérée, des essences communes identifiées et de l'absence de continuité écologique au sein d'une trame verte locale ;
- l'îlot de bouleaux inclus dans le bosquet et présentant un intérêt patrimonial sera maintenu dans le cadre du projet ;
- le projet conduit à une imperméabilisation des sols sans pour autant que celle-ci soit considérée comme significative du fait de la surface considérée ;
- les dispositifs de collecte, infiltration, et régulation des eaux pluviales dimensionnés pour gérer une pluie décennale réduiront le ruissellement et contribueront à une amélioration de la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau sur la parcelle ;
- la station de traitement des eaux usées en provenance de ce secteur est en capacité d'accepter la surcharge engendrée par le projet sur le réseau d'assainissement ;
- le bâtiment ne dégradera pas le paysage local marqué par les infrastructures d'activités tertiaires.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **construction d'une concession automobile à Lannion (22)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Elle est conditionnée à la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction des incidences notables sur l'environnement suivantes, mentionnées dans la demande d'examen au cas par cas :

- la conservation de l'îlot de bouleaux d'une surface de 230 m² et du bouleau présent au sein de l'alignement d'arbres ;
- la plantation d'arbres et de haies sur une surface de 1 100 m² tels qu'illustrés sur le plan en annexe de cet arrêté ;
- la création d'un bassin permettant la rétention et l'infiltration des eaux de toiture et de voirie ;
- l'utilisation d'un revêtement perméable sur l'ensemble des emplacements de stationnement et d'exposition des véhicules ;
- l'installation d'un séparateur à hydrocarbures traitant les eaux de voirie.

Il appartient à l'autorité compétente pour autoriser le projet de s'assurer de la mise en œuvre de ces mesures.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

signé